

Kent Academic Repository

Full text document (pdf)

Citation for published version

Guichaoua, Yvan (2007) Raisons d'être d'une milice ethnique dans le Nigeria démocratique: le cas de l'Oodua People's Congress. *Politique Africaine*, 106 . p. 92.

DOI

Link to record in KAR

<https://kar.kent.ac.uk/84763/>

Document Version

Publisher pdf

Copyright & reuse

Content in the Kent Academic Repository is made available for research purposes. Unless otherwise stated all content is protected by copyright and in the absence of an open licence (eg Creative Commons), permissions for further reuse of content should be sought from the publisher, author or other copyright holder.

Versions of research

The version in the Kent Academic Repository may differ from the final published version.

Users are advised to check <http://kar.kent.ac.uk> for the status of the paper. **Users should always cite the published version of record.**

Enquiries

For any further enquiries regarding the licence status of this document, please contact:

researchsupport@kent.ac.uk

If you believe this document infringes copyright then please contact the KAR admin team with the take-down information provided at <http://kar.kent.ac.uk/contact.html>

YVAN GUICHAOUA

LES MUTATIONS D'UNE MILICE ETHNIQUE SOUS LE RÉGIME CIVIL D'OLUSEGUN OBASANJO

LE CAS DE L'OODUA PEOPLE'S CONGRESS

LE PRÉSENT ARTICLE DÉCRIT L'ÉVOLUTION D'UNE MILICE ETHNIQUE DU SUD-OUEST NIGÉRIAN, L'OODUA PEOPLE'S CONGRESS (OPC) SOUS LA IV^e RÉPUBLIQUE. INITIALEMENT NÉ EN RÉACTION FACE À LA RÉPRESSION DE LA DICTATURE MILITAIRE, CE MOUVEMENT NATIONALISTE A PAR LA SUITE REDÉFINI SES ACTIVITÉS, SE SPÉCIALISANT DANS LA LUTTE CONTRE LE CRIME ET LE GARDIEN- NAGE. LES ENJEUX FINANCIERS INDUITS PAR CE CHANGEMENT, RENFORCÉS PAR L'INSTRUMENTALISATION POLITIQUE LOCALE DU GROUPE, SEMBLENT AVOIR PROGRESSIVEMENT TRANSFORMÉ L'OPC EN UNE INSTANCE DE GOUVERNANCE INFORMELLE DE LA SOCIÉTÉ YORUBA.

Depuis la naissance de la IV^e République en 1999, le mandat du président Olusegun Obasanjo n'a pas mis fin à la multiplication et la montée en puissance des milices armées au Nigeria. L'activisme de ces milices pèse lourdement sur la vie politique locale et nationale. Il induit également des conséquences sociales et économiques immédiates, flagrantes dans le delta du Niger où les opérations de guérilla sont fréquentes et les actions répressives des forces fédérales extrêmement et, souvent, aveuglément violentes.

De multiples forces se conjuguent pour expliquer ce bourgeonnement d'acteurs violents. On invoquera parmi elles la mise en retraite d'une partie du personnel militaire, le renouveau des aspirations ethno-nationalistes, le sentiment d'insécurité généralisée et la demande de protection qui en a résulté, la marchandisation croissante des nominations politiques et les nombreuses opportunités de tricherie électorale, ou encore la facilité d'accès aux armes légères.

Toutefois, mises ensemble de manière inarticulée, ces raisons surdéterminent plus qu'elles n'expliquent l'apparition des mouvements violents. Il faut, pour fournir un compte rendu convaincant de l'émergence et du succès des groupes

violents, enrichir puis ordonner le panorama général à l'aide d'observations collectées aux différents échelons hiérarchiques des organisations elles-mêmes. Il s'agit de savoir précisément d'où viennent les milices, comment elles sont financées, qui elles enrôlent et quelles sont les motivations de leurs chefs et de leurs militants. Une telle démarche est susceptible de révéler d'importantes variations locales dans la nature des organisations armées.

À ces questions sont attachés des enjeux normatifs cruciaux : les mesures à prendre pour prévenir ou mettre fin à l'instabilité politique dans les pays affectés par des conflits sont logiquement tributaires du diagnostic qui est fait de leurs causes. Classiquement, la littérature économique sur la violence politique tend à considérer l'existence des groupes armés alternativement comme le produit de sentiments d'injustice (*grievances*) ou d'un appétit exclusif pour la richesse nationale (*greed*). Par le biais d'une analyse économétrique comparant les trajectoires politiques des pays entre eux au cours des dernières décennies, Paul Collier¹ est celui qui a affirmé avec le plus de vigueur et de retentissement auprès des bailleurs internationaux la prévalence des mobiles économiques (*greed*) sur les sentiments d'injustice dans les guerres civiles, africaines notamment. Ses travaux ont été contestés, tant au plan de l'analyse économétrique² que pour leur tendance à gommer l'historicité des conflits et les responsabilités des États dans le déclenchement de la violence politique³. Récemment des recherches ont été entreprises qui réactivent l'idée que la marginalisation de certains groupes selon plusieurs dimensions (économiques, sociales, et politiques principalement) sont à l'origine de ou, au minimum, catalysent la mobilisation politique violente⁴. Très schématiquement, l'enjeu de l'opposition de ces courants d'analyse consiste donc à savoir si, au sein des groupes armés, les militants combattent pour satisfaire des intérêts matériels individuels immédiats ou au nom d'idéaux altruistes. Le problème est qu'aucune des approches mentionnées ne se donne les moyens de tester pratiquement les hypothèses comportementales implicites de sa représentation des

1. P. Collier et A. Hoeffler, « On economic causes of civil war », *Oxford Economic Papers*, vol. 50, n° 4, 1998, p. 563-573.

2. J. D. Fearon, « Primary commodity exports and civil war », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 49, n° 4, 2005, p. 483-507.

3. R. Marchal et C. Messiant, « De l'avidité des rebelles. L'analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier », *Critique internationale*, n° 16, 2002, p. 58-69.

4. F. Stewart, « Horizontal inequality : a neglected dimension of development », *QEH Working Paper Series*, Oxford, Queen Elizabeth House, 2002, et G. Østby, « Do horizontal inequalities matter for civil conflict? », Oslo, Centre for the Study of Civil War, Prio, 2004. F. Stewart appelle ces formes de marginalisation entre groupes socialement identifiés des « inégalités horizontales », par opposition aux inégalités interindividuelles, classiquement mesurées par les enquêtes-ménages nationales et que l'indice de Gini résume généralement.

origines des conflits civils. De lourds présupposés, plus moraux que réalistes, se substituent à cette démarche nécessaire : dans le premier cas, les combattants sont des « quasi criminels⁵ » ; dans le second, ils sont parés des vertus de Robin des Bois. Dit autrement, dans le premier cas, ils seraient nuisibles à l'épanouissement démocratique ; dans le second, ils seraient l'expression légitime de revendications populaires.

Nous cherchons ici à appliquer à la question de l'engagement politique violent un traitement avant tout empirique. Nous nous efforçons de livrer un portrait aussi fidèle que possible du phénomène des milices ethniques dans l'histoire nigériane récente en nous appuyant sur des observations faites à propos de l'une d'entre elles, très active dans le sud-ouest yoruba du pays, l'Oodua People's Congress (OPC). Cette démarche nous permet de porter un regard critique voire d'affiner l'alternative analytique binaire posée ci-avant. Nous montrons ainsi l'ambivalence des fonctions de la milice ethnique étudiée. Cette ambivalence est temporellement située et résulte conjointement des évolutions politiques au plan national, des recompositions internes à l'organisation nationaliste ou de la montée des enjeux économiques associés à ses activités.

Les réflexions qui suivent s'appuient sur des enquêtes menées de 2005 à 2006. Ces enquêtes ont permis le recueil de trois séries de données⁶. Tout d'abord, la littérature académique et journalistique relative à l'OPC et au contexte sociopolitique qui a contribué à son émergence a été revue en détail. Ses enseignements ont servi de base à des entretiens semi-structurés approfondis avec les leaders du mouvement ethnique yoruba, rencontrés à plusieurs reprises. Enfin, une enquête par questionnaire a été élaborée et soumise à 168 « militants de base » du mouvement, membres actifs du groupe au plus bas niveau de sa hiérarchie. Ces derniers ont été sélectionnés dans les deux principales villes du pays yoruba, Lagos et Ibadan. Ils se répartissent sur neuf « zones » de ces deux métropoles. Une « zone » constitue le plus petit niveau de commandement de l'OPC. Elle est dirigée par un « coordinateur de zone » (*zonal coordinator*) et compte en moyenne une trentaine d'adhérents issus d'un même quartier. En l'absence d'accès à des listes disponibles de « zones » de l'OPC, les lieux d'enquête ont été déterminés par le biais de contacts personnels entretenus localement. Le questionnaire soumis individuellement porte sur les profils sociodémographiques des personnes interrogées, leur mobilité géographique et professionnelle passée, leurs activités en tant que membre, leurs mobiles d'engagement, etc. Les entretiens ont été conduits essentiellement en yoruba par des assistants formés pour l'occasion, dans des conditions garantissant, autant que faire se peut, la confidentialité des propos tenus.

L'article décrit tout d'abord l'évolution globale de l'OPC, en s'intéressant notamment à son leadership et ses stratégies d'expansion puis, dans la section suivante s'intéresse aux profils de ses militants.

DE L'ACTIVISME PRO-DÉMOCRATIQUE AU NATIONALISME

ETHNIQUE : GENÈSE DE L'OPC

L'Oodua People's Congress, baptisé d'après le nom d'un ancêtre mythologique yoruba, est le produit d'une question qui travaille avec acuité la politique nigériane depuis l'Indépendance, la « question nationale⁷ » (*National Question*). Celle-ci porte sur les façons de faire vivre au sein d'une entité nationale unique, censément fédérale, des groupes sociaux hétérogènes aux plans ethnique, linguistique et religieux et ayant connu, de plus, des destins coloniaux bien distincts⁸.

Chaque grande région hérite à l'Indépendance d'une considérable autonomie politique confiée à d'emblématiques et charismatiques leaders nationalistes (Azikiwe en pays igbo et Obafemi Awolowo chez les Yoruba notamment). À partir de 1966 toutefois, les coups d'État successifs portent durablement au pouvoir une élite militaire musulmane majoritairement Hausa-Fulani, originaire du nord du pays. La confiscation du pouvoir par cette élite, son autoritarisme et la centralisation croissante, après la guerre du Biafra, de la rente pétrolière (produite au sud du pays) – nourrissent les griefs des segments marginalisés de la société, au premier rang desquels figurent les Igbo et les Yoruba⁹. Ces derniers sont pourtant économiquement plus prospères que les « Nordistes ». Ce contexte de compétition intergroupe est, depuis la transition démocratique, propice à l'émergence d'acteurs armés, chargés chacun de crédibiliser les revendications de leur communauté d'origine. Les États du

5. P. Collier, « Rebellion as a quasi-criminal activity », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 44, n° 6, 2000, p. 839-853.

6. L'enquête par questionnaires sur laquelle s'appuie ce travail a été largement mise en œuvre par Martins Arogundade et, surtout, Michael Eshiemokhai. Je tiens à leur exprimer ma profonde gratitude.

7. E. E. Osaghae et O. Ebere (eds), *The Management of the National Question in Nigeria*, Ibadan, The Lord's Creations for Programme on Ethnic and Federal Studies, Department of Political Science, University of Ibadan, 2001.

8. Le principe d'*indirect rule* britannique fut bien plus effectif dans le nord du pays, largement unifié politiquement par le califat de Sokoto, que dans le sud aux hiérarchies politiques moins discernables aux yeux des colons et directement visé par les tentatives d'expansion chrétienne conduites par les missionnaires.

9. Les trois principaux groupes ethniques nigériens (Hausa-Fulani au nord, Igbo au sud-est et Yoruba au sud-ouest) occupent le devant de la scène politique mais ne représentent qu'environ la moitié de la population nigériane. Le reste se répartit dans très nombreux groupes minoritaires, souvent forcés politiquement de nouer des alliances avec l'un des « Big Three ».

sud, producteurs de pétrole, ont engendré de multiples milices réclamant un meilleur contrôle des ressources naturelles par les populations autochtones (dont les plus médiatisées sont actuellement le Movement for the Emancipation of the Niger Delta et la Niger Delta People's Volunteer Force). Des États du sud-ouest yoruba a émergé l'OPC pour contrer les prétendues vellétés hégémoniques nordistes. Dans les États du nord, l'Arewa People's Congress est né en décembre 1999 en réaction à la création de l'OPC tandis que des groupes de jeunes musulmans (*hisba*) se constituaient pour mettre en œuvre la charia dans les États l'ayant étendue aux infractions pénales.

En pays yoruba, la naissance de l'OPC, selon son fondateur Frederick Fasehun, est provoquée par l'interruption spectaculaire par Ibrahim Babangida, en 1993, du processus de transition démocratique initié quelques années plus tôt. Cette rupture se manifeste principalement par l'annulation de l'élection présidentielle portant en tête des suffrages un homme d'affaires et ressortissant yoruba, Moshood Abiola. Frederick Fasehun est alors médecin, propriétaire immobilier bien établi à Lagos, et proche des milieux syndicalistes et prodémocratiques¹⁰. La lecture qu'il fait de l'annulation de l'élection présidentielle a l'avantage de la simplicité : elle révèle, pour lui, le refus catégorique des élites nordistes de confier le leadership de la Fédération nigérienne à un Yoruba. Le régime du militaire Sani Abacha, dans le prolongement de l'annulation de l'élection d'Abiola est ultra répressif. Moshood Abiola est rapidement emprisonné et meurt en détention en 1998. De nombreux opposants politiques yoruba sont assassinés, dont l'épouse d'Abiola¹¹. Aux yeux de Fasehun, défendre la « race¹² » yoruba devient une urgence et le recours à la force une option légitime.

La création de l'OPC expose Fasehun à un risque personnel réel¹³. L'OPC est créé en août 1994 en tant que mouvement pour l'autodétermination de l'entité culturelle yoruba¹⁴. Les objectifs énoncés dans sa Constitution invoquent la défense des intérêts ethniques, la convocation d'une « conférence nationale » destinée à redistribuer les cartes au sein de la Fédération mais aussi la promotion de valeurs « modernes » comme l'éducation. De fait, historiquement, la construction du nationalisme yoruba résulte non seulement d'un processus courant « d'invention » de la tradition mais il s'accompagne aussi d'un déploiement d'aspirations à la modernité¹⁵. Awolowo, dont la pensée s'élabore explicitement en termes raciaux est ainsi également celui qui a introduit l'éducation gratuite dans le sud-ouest nigérien, a promu son industrialisation, a créé la première chaîne hertzienne africaine¹⁶. Avant même Awolowo, selon Peel¹⁷, les Yoruba s'étaient faits les champions de la modernité et de l'ouverture au changement social (notions contenues dans le terme « *olaju* »), en tant que destinataires privilégiés des enseignements des missionnaires et bénéficiaires des positions

offertes par la bureaucratie naissante associée au commerce du cacao. En creux, caricaturalement, les « Nordistes » sont tenus pour adeptes du conservatisme sinon d'une certaine arriération culturelle mais ont pour eux la discipline et le nombre, les deux principaux instruments de leur domination dans le discours nationaliste yoruba.

Crucialement, le projet de création de l'OPC reçoit l'aval de hautes figures du nationalisme yoruba que Fasehun est allé consulter avant de se lancer dans l'aventure ethno-nationaliste. Ces parrains prestigieux sont dépositaires de l'héritage idéologique et symbolique awoïste (d'Obafemi Awolowo) et sont fortement impliqués dans la lutte pro-démocratique. Parmi eux se trouvent Beko Ransome-Kuti du mouvement de défense des droits de l'homme Campaign for Democracy, Chief Michael Adekunle Ajasin, leader de la National Democratic Coalition (Nadeco) et chef d'Afenifere, une société d'Anciens rassemblant les élites awoïstes, ainsi que Chief Bola Ige, ancien gouverneur de l'État d'Oyo et futur ministre de la Justice d'Obasanjo.

Le parrainage de l'OPC au plus haut niveau permet la mobilisation et l'activation de soutiens par la base, au sein par exemple des puissants syndicats de travailleurs des transports routiers. Le recrutement des membres des premières « zones » s'opère largement dans les rangs de ces organisations amies.

L'OPC s'est constitué en réaction à un régime brutalement répressif imposé dans le sillage d'une transition démocratique conclue sur un épisode particulièrement traumatisant. Le mouvement ethno-nationaliste est un projet mûrement réfléchi mais personnellement risqué pour ses animateurs. Il est par ailleurs profondément enchâssé dans la société yoruba et ses réseaux d'influence. Il parvient rapidement à mobiliser à tous les niveaux de la société. Son positionnement explicitement nationaliste et racialisé est l'héritier d'une idéologie déjà existante aux premières heures de l'Indépendance, celle d'Obafemi Awolowo. Ces diverses caractéristiques réfutent largement l'hypothèse

10. F. I. Fasehun, *Frederick Fasehun, The Son of Oodua*, Lagos, Inspired Communication, 2002.

11. I. O. Albert, « The Yoruba and the national question », in E. E. Osaghae et O. Ebere (eds), *The Management of the National Question...*, op. cit., p. 270-300.

12. Le recours à la rhétorique raciale est courant dans le débat public au Nigeria.

13. Son militantisme ethno-nationaliste lui vaudra d'ailleurs de longues et pénibles périodes de clandestinité forcée et d'emprisonnement.

14. L'OPC n'est pas pour autant sécessionniste.

15. J. D. Y. Peel, *Religious Encounter and the Making of the Yoruba*, Bloomington, Indiana University Press, 2000.

16. O. O. Oyelaran, *Obafemi Awolowo, the End of an Era? Selected Papers from the National Conference on « Obafemi Awolowo, the end of an era? » Held at the Obafemi Awolowo University, Ile-Ife from 4th to 8th October, 1987*, Ile-Ife, Obafemi Awolowo University Press, 1988.

17. J. D. Y. Peel, « Olaju: A Yoruba concept of development », *Journal of Development Studies*, vol. 14, n° 2, 1978, p. 139-165.

que l'OPC ait pu naître du calcul matérialiste égoïste de ses initiateurs. On voit mal, au moment où l'entreprise fut lancée, de quel ordre pouvaient être ces rendements « économiques » attendus. À l'inverse, lorsque l'OPC apparaît, sa nature essentiellement politique est incontestable. L'histoire ne s'arrête toutefois pas là.

UNE DÉRIVE « CRIMINELLE » PROGRESSIVE ?

L'OPC prétend aujourd'hui compter plusieurs millions de membres au Nigeria, au Bénin et au sein de la diaspora yoruba de par le monde. Ceci est évidemment exagéré. Le chiffrage des effectifs réels des membres encartés est malaisé. La mesure des investissements respectifs personnels, en temps notamment, des militants l'est encore plus. Pour autant, l'implantation territoriale du groupe couvre l'ensemble des États de ce qui est revendiqué comme le « Yorubaland » (soit les États de Lagos, Ekiti, Ogun, Osun, Oyo et Ondo, Edo, Kwara et Kogi). De plus, là où il est actif, l'OPC semble vu d'un œil bienveillant par les populations avoisinantes, yoruba surtout mais, à en croire Akinyele, pas seulement¹⁸. Il manque des enquêtes d'ampleur pour confirmer rigoureusement ces observations locales. Sans nul doute cependant, l'OPC est devenu une réalité incontestable du paysage politique et social yoruba et peut être qualifié de mouvement de masse. Le succès des festivals culturels qu'il organise régulièrement en témoigne¹⁹.

L'activisme culturel et politique est la facette originelle la plus visible de l'OPC. Au fil des ans néanmoins, ses activités, initialement d'ordre plutôt spirituel et politique, se sont diversifiées et ont amplement modifié son objectif initial. Cette section décrit ces changements qu'illustre la nature des épisodes violents dans lesquels l'OPC a été impliqué. Les premières démonstrations de violence de l'OPC sont signalées alors que Sani Abacha est encore en place et, typiquement, opposent les militants yoruba aux forces de l'ordre, à Lagos notamment²⁰. La police est un corps fédéral vu comme un instrument de l'hégémonie nordiste. En décembre 1996, Fasehun est emprisonné pour n'être libéré qu'un an et demi plus tard, après le décès inattendu (et inespéré) de Sani Abacha. Selon Albert²¹, cette incarcération convainc définitivement les chefs de l'OPC que l'aboutissement de leurs revendications ne peut passer par la négociation et explique le tournant violent du mouvement. Les confrontations avec la police provoquent à cette époque plusieurs centaines de victimes²².

En 1999, l'élection d'Olusegun Obasanjo à la tête de la Fédération prive cependant l'OPC de deux leviers politiques de mobilisation importants : d'une part, l'élection est considérée comme démocratique et relativement

transparente ; d'autre part, Obasanjo est un Yoruba, ce qui rend la revendication nationaliste de l'OPC nettement moins intelligible que par le passé. C'est pourtant à ce moment que l'OPC se manifeste de la manière la plus violente. Entre 1999 et 2001, la milice est impliquée dans de sanglantes échauffourées l'opposant à la police ou à d'autres groupes non yoruba et dont les mobiles politiques semblent laisser le pas à des préoccupations plus prosaïques²³. De manière plus surprenante encore, des batailles extrêmement violentes opposent également les membres de la milice entre eux²⁴. Depuis la naissance consensuelle du mouvement, de nouveaux enjeux ont émergé : le leadership de Fasehun a été contesté ; la fonction de sécurité et de lutte contre le crime organisé remplie localement par l'OPC est devenue prépondérante ; enfin, les hommes politiques ont réalisé la formidable capacité de mobilisation électorale que la milice peut représenter.

Scission

Pendant la détention de Fasehun est apparu au premier plan de l'organisation yoruba un leader pas encore trentenaire et particulièrement charismatique, Gani Adams. Celui-ci n'a pas fait que profiter du vide laissé par l'absence de Fasehun, il a également promu un positionnement stratégique de l'OPC

18. R. T. Akinyele, « The involvement of the Oodua People's Congress in crime control in Southwestern Nigeria », in L. Fourchard (dir.), *Gouverner les villes d'Afrique : État, gouvernement local et acteurs privés*, Paris, Karthala, 2007.

19. L'OPC organise quatre festivals par an (Olokun, Ifa, Oshogbo, Olumo), qui accueillent des milliers de participants. Ils donnent lieu à des discussions et pratiques spirituelles célébrant « l'héritage culturel africain ». Les enseignements qui y sont dispensés ont aussi pour vocation de « maintenir la cohésion » dans l'organisation (voir <www.ooduapeoplescongress.org>, rubrique « festivals »).

20. R. T. Akinyele, « Ethnic militancy and national stability in Nigeria: a case study of the Oodua People's Congress », *African Affairs*, n° 401, 2001, p. 623-640.

21. I. O. Albert, « The Yoruba and the national question », in *The management of the National Question...*, *op. cit.*, p. 270-300.

22. Human Rights Watch, « The Oodua People's Congress: fighting violence with violence », Washington, Human Rights Watch, 2003.

23. Ainsi les émeutes dites du « Ketu/Mile 12 market », qui ont fait plus d'une centaine de morts, sont directement associées à l'allocation sur la base d'affiliation ethnique des places de marché. L'OPC conteste la présence de Hausa ou d'Igbo sur ce qu'il considère être son territoire. De manière similaire, l'OPC combat violemment le monopole des Ijaws dans le recrutement des dockers au port d'Apapa, à Lagos. Voir R. T. Akinyele, « Ethnic militancy and national stability in Nigeria... », art. cit. Les enjeux économiques de telles actions, masquées derrière des revendications territoriales, sont évidents. La milice yoruba cherche à évincer ses concurrents du contrôle d'une activité lucrative non régulée par l'État à la manière d'un groupe mafieux classique. Voir D. Gambetta, « Mafia: the price of distrust », in D. Gambetta (ed.), *Trust: Making and Breaking Cooperative Relations*, Oxford, University of Oxford, Department of Sociology, version électronique, 2000, p. 158-175.

24. I. Ajanaku, « Police summon Fasehun, Adams over OPC clash », *The Guardian* (Lagos), 9 mars 2004.

nettement plus radical qui a renforcé l'enracinement populaire du mouvement²⁵. Contrairement à Fasehun, Gani Adams a des origines familiales et un parcours éducatif modestes. C'est un ancien apprenti charpentier, son jeune âge l'ayant privé de l'accès à l'éducation gratuite dont bénéficiait la génération précédente. Cette frustration semble constituer un ressort tout à la fois de son implication personnelle dans l'OPC et de sa communication à l'attention des jeunes yoruba sans emploi ou sous-employés²⁶. Gani Adams rapproche de fait l'OPC de sa base la moins privilégiée alors que Fasehun s'était efforcé de maintenir les jeunes les plus « inflammables » du groupe sous la tutelle des « plus éduqués », l'action éventuellement violente devant être guidée par la raison²⁷. La vision qu'a Gani Adams d'un bon militant diverge franchement. Elle ressemble d'assez près à la version du combattant tel qu'envisagée par les approches économiques de l'engagement politique, calquées sur l'économie du crime²⁸ :

« Nous ne voulons pas nous embarrasser de gens riches ou ayant un profil "capitaliste". Ceux-là ne peuvent être que des sympathisants et non des membres dévoués. Les vrais [militants] sont les gens défavorisés, issus de la rue. Ils ont la volonté et le courage de se battre. » (entretien avec Gani Adams, 23 mai 2005).

Les indications de la section suivante montrent que cette perspective se traduit dans les pratiques de recrutement de l'OPC. Il est utile de noter que ce choix est aussi dicté par les violences policières :

« Lorsque tout a commencé, nous nous appelions "activistes de la jeunesse" mais quand nous avons eu affaire aux militaires [...] nous nous sommes mis à recruter toutes sortes de gens, des *area boys* [appellation péjorative des jeunes désœuvrés soupçonnés de se livrer à des actes de petite criminalité] et quiconque était intéressé pour nous rejoindre. Cela a conduit à une perte de sens de l'organisation et au déraillement de sa trajectoire initiale » (entretien avec S., 4 mars 2004).

À l'approche des élections présidentielles de 1999, les désaccords stratégiques entre Fasehun et Gani Adams se conjuguent avec de complexes accusations réciproques de compromission avec la classe politique. Gani Adams reproche à Fasehun de s'être, dans un premier temps, rapproché du candidat du parti yoruba Alliance for Democracy, Olu Falae, puis d'avoir reçu de l'argent de l'autre candidat et futur Président, Olusegun Obasanjo (People's Democratic Party), pour obtenir son ralliement. Fasehun accuse quant à lui Adams de n'être que la marionnette d'un ambitieux avocat et politicien yoruba, Gani Fawehinmi. La rupture est consommée au début de l'année 1999. En pratique, Adams garde la haute main sur la plupart des groupes locaux dont les comportements se conforment dès lors aux vues radicales de leur chef. Adams

perd néanmoins le parrainage symbolique du « fondateur ». Le schisme à l'intérieur de l'OPC est à l'origine de règlements de compte violents. Le brouillage des affiliations qui en résulte permet aussi à des membres opportunistes de mettre sur le compte de la faction opposée des exactions criminelles. Avec sincérité ou non, l'OPC doit désormais lutter contre la présence de « moutons noirs » (*bad eggs*) dans ses propres rangs.

Vigilantism et lutte contre le crime

1999, année de la scission interne de l'OPC, est une année durant laquelle le Nigeria connaît un surcroît d'insécurité, surtout en ville²⁹. La protection des biens et des personnes et l'appréhension des criminels supposés – autant d'activités que recouvre le label « vigilantism » que nous utiliserons faute de traduction adéquate – deviennent des fonctions essentielles remplies par l'OPC. Dans la population, la confiance placée dans la police pour lutter efficacement contre le crime est faible, sinon nulle. La police est décriée comme corrompue, passive et proposant des réponses inadaptées aux requêtes des victimes³⁰. De plus, elle ne s'aventure pas dans les lieux les plus dangereux. L'appareil judiciaire implique des procédures formelles et des délais dont le sens échappe aux administrés. À l'inverse, l'OPC jouit d'une image de proximité et d'honnêteté – garantie par le serment solennel de ses membres devant les divinités yoruba, dont la violation peut entraîner jusqu'à la mort. Surtout, il inspire le respect par sa supposée maîtrise d'un impressionnant arsenal de

25. W. Adebani, « The carpenter's revolt: youth, violence and the reinvention of culture in Nigeria », *Journal of Modern African Studies*, n° 43, 2005, p. 339-366.

26. Après sa rupture avec Fasehun, Gani Adams affirmera : « Ce Fasehun qui me traite d'illettré a profité de l'éducation gratuite. Si j'avais eu cette chance, qui sait ce que je serais devenu ? J'aurais pu être docteur en science politique. Mais je viens d'une famille trop pauvre. ». Voir K. Maier, *This House has Fallen: Nigeria in Crisis*, Londres, Penguin, 2002, p. 241 [notre traduction].

27. Entretien avec Frederick Fasehun, 2 juin 2005.

28. Voir G. S. Becker, « Crime and punishment: an economic approach », *Journal of Political Economy*, vol. 76, n° 2, 1968, p. 169-217. Selon cette approche, les plus enclins à enfreindre la loi sont ceux qui ont économiquement le moins à y perdre, c'est-à-dire, schématiquement, les plus pauvres et les moins éduqués.

29. Des chiffres fiables manquent pour étayer rigoureusement cette observation que font l'ensemble des personnes interrogées dans le cadre de ce travail. L'insécurité est cependant, avec certitude, une préoccupation prioritaire des citoyens nigériens qui, dans leur majorité, recourent aux services de sociétés de gardiennage ou à des groupes d'autodéfense informels ainsi qu'en témoigne une récente enquête de victimisation menée par E. E. Alemika et I. C. Chukwuma, « Criminal victimization and fear of crime in Lagos Metropolis, Nigeria », *Cleen Foundation Monograph Series*, Lagos, Cleen Foundation, 2005.

30. I. O. Albert, T. Awe, G. Héroult et W. Omitoogun, *Informal Channels for Conflict Resolution in Ibadan, Nigeria*, Ibadan, Institut Français de Recherche en Afrique, 1995.

techniques magiques d'investigation (comme, par exemple, la désignation des coupables par imposition d'une lame sur l'épaule des suspects), de défense (imperméabilité aux balles) ou d'attaque³¹. Ces éléments dotent l'OPC d'avantages comparatifs décisifs pour satisfaire la demande de protection exprimée par la population. Le mouvement y voit une source potentielle de revenus de même que la possibilité d'élargir sa popularité³². Il devient une sorte de « police du pauvre »³³. Outre ce rôle répressif, l'OPC peut être convoqué pour arbitrer des différends liés à des dettes impayées notamment. L'OPC s'insère finalement dans une multiplicité de domaines de la régulation sociale informelle des cités yoruba ; il fournit des services que l'État est incapable d'assumer. À ce titre, il n'est peut-être que l'avatar le plus récent, sous un nouveau nom, de modes de régulation sociale déjà existants et faisant appel aux jeunes ou aux pratiques magiques³⁴.

Le *vigilantism* n'était pas étranger aux plans initiaux de Fasehun pour qui, en digne héritier de l'ère moderniste awoïste, un environnement sûr est propice à l'arrivée d'investisseurs et au développement. Le fondateur du mouvement ne s'attendait pourtant peut-être pas à ce que cette dimension de l'OPC prenne autant de poids. Autour de la fonction de *vigilantism* se nouent bien sûr des enjeux économiques importants. Les services rendus ne sont pas gratuits bien qu'ils soient difficiles à chiffrer. Le gardiennage est explicitement monétisé et ses tarifs sont standards. En revanche, la lutte contre le vol ou les attaques à main armée font l'objet de négociations avec les victimes réclamant justice. Quand bien même les militants de l'OPC se défendent d'agir contre rémunération, les services qu'ils rendent doivent nécessairement, à un moment ou un autre, être récompensés. Ceci laisse planer une ambiguïté sur la fonction régulatrice de l'OPC : il pacifie tout autant qu'il fait peser une menace sur le « territoire » qu'il occupe. Il peut se retourner en effet contre celui ou celle qui n'aurait pas acquitté sa dette à son égard. De même, l'OPC peut dans certains cas disposer d'un monopole sur le marché de la sécurité dans la communauté où il opère, ouvrant la voie à des excès prenant par exemple la forme de « *business protection racket* »³⁵. Ces pratiques oscillent en fait entre la prise en charge par la société civile de sa protection et la gouvernance extralégale de type quasi mafieux sans qu'il soit possible de préciser rigoureusement quelle tendance l'emporte. D'une part, la présence au sein de l'organisation de « moutons noirs » aux penchants criminels est à déplorer, de l'aveu simultané de Fasehun et de Gani Adams ; d'autre part, il semble bien que les populations bénéficiaires des services proposés par l'OPC en soient globalement satisfaites³⁶.

Instrumentalisation politique

Le dernier glissement de l'OPC n'est pas le moindre. Il fait suite à l'intrusion des enjeux politiques et électoraux dans les affaires de l'organisation. Populaire et présent partout, l'OPC est un allié potentiel idéal pour un aspirant à un poste électif comme celui de gouverneur par exemple. Les arrangements noués sont difficiles à mettre en évidence. L'organisation Human Rights Watch, mais aussi N. Okechukwu ou I. Nolte³⁷, en relèvent certains. Nos propres enquêtes signalent par ailleurs le cas d'un leader OPC de l'État d'Oyo qui a échappé à sa hiérarchie grâce au soutien financier du président du Conseil de gouvernement local d'Ibadan sud-est, Ademola Ige, en campagne pour sa réélection. Ce constat est confirmé et généralisé par Moshood Erubami, responsable de l'association de défense des droits de l'homme Campaign for Democracy :

« Oui, il y a beaucoup à gagner pour l'OPC maintenant que les politiciens sont autour. Ils les utilisent comme mercenaires pour commettre des actes de violence politique » (entretien avec M. Erubami du 3 mars 2005).

L'instrumentalisation politique des mouvements de jeunes est courante, sinon systématique, au Nigeria³⁸ même lorsque ces derniers ne sont pas

31. Un responsable local de Lagos, sans réfuter l'efficacité des rites magiques, reconnaît cependant qu'elle repose en partie sur la crédulité des habitants des quartiers. Il décrit les techniques d'identification des criminels : « seul le voleur connaît le voleur [...]. Nous sommes avec eux, au plus bas niveau, donc nous les connaissons. » L'informateur conclut en expliquant que l'appréhension soudaine d'un voleur, vue par la population comme le résultat d'opérations magiques, est en fait permise par un long et discret travail d'observation et d'infiltration des gangs – rôle souvent confié aux femmes de l'organisation. Par ailleurs, les militants de l'OPC disposent d'armes traditionnelles : machettes ou coutelas mais aussi armes à feux légères, produites localement, acquises au marché noir ou volées dans les dépôts de la police. Voir R. T. Akinyele, « Ethnic militancy and national stability... », art. cit. ; Human Rights Watch, « The Oodua People's Congress... », doc. cit.

32. « L'OPC a commencé à combattre le crime lorsque la police s'est mise à dire du mal d'eux, comme quoi ils étaient des voyous. Pour changer cette image, l'OPC s'est mis à protéger les biens et les personnes, surtout les Yoruba ». Entretien avec Moshood Erubami, 3 mars 2005.

33. Y. Guichaoua, « The making of an ethnic militia. The Oodua People's Congress in Nigeria », *Crise Working Papers*, Oxford, Crise, 2006.

34. L. Fourchard, « Les territoires de la criminalité à Lagos et à Ibadan depuis les années 1920 », *Revue Tiers Monde*, n° 185, 2006, p. 91-107 ; A. Sesay *et alii*, et Centre for Development and Conflict Management Studies, *Ethnic Militias and the Future of Democracy in Nigeria*, Ile-Ife, Obafemi Awolowo University Press, 2003.

35. C'est le cas dans une zone où nous avons travaillé dont tous les membres sont les bouchers d'un marché d'Ibadan.

36. R. T. Akinyele, « The involvement of the Oodua People's Congress in crime control in Southwestern Nigeria », in L. Fourchard (dir.), *Gouverner les villes d'Afrique...*, op. cit.

37. N. Okechukwu, « The rise of ethnic militias », *Liberty*, vol. 12, 2000, p. 19-27 ; I. Nolte, « Identity and violence : the politics of youth in Ijebu-Remo, Nigeria », *Journal of Modern African Studies*, vol. 42, n° 1, 2004, p. 61-90.

38. C. Gore et D. Pratten, « The politics of plunder : the rhetorics of order and disorder in Southern Nigeria », *African Affairs*, vol. 102, n° 407, 2003, p. 211-240.

explicitement créés pour satisfaire des objectifs politiques³⁹. L'OPC, ou ses membres à titre individuel, n'échappent pas à l'infiltration politique, au même titre que toute institution sociale, formelle ou informelle, dotée d'une capacité à mobiliser ou à « persuader » l'électorat⁴⁰. L'intrusion politicienne dans les rangs de l'organisation ethnique, parce qu'elle engendre de nouvelles sources de gains potentielles tend à attirer des militants opportunistes de même qu'elle contribue à dissoudre les liens de cohésion d'un groupe initialement fondé sur un positionnement idéologique relativement circonscrit.

L'OPC a donc connu deux inflexions majeures de son objectif initial, toutes deux concomitantes d'un changement de leadership incarné par la perte d'influence du fondateur Fasehun au profit du charismatique Gani Adams. Ces inflexions sont respectivement la spécialisation croissante de l'organisation dans des fonctions sécuritaires et le rapprochement local de certains leaders de la classe politique. Ces deux changements sont synonymes d'opportunités grandissantes de revenus et transforment la nature de l'organisation. Si les activités de l'OPC en matière de sécurité peuvent alternativement être vues comme la prise en charge d'un réel besoin de la population de se protéger ou la régulation quasi mafieuse de cette même population, les compromissions de l'OPC en période électorale le placent du côté du mercenariat politique. Il est temps maintenant de compléter ces observations relevées à l'échelon organisationnel d'indications sur les profils et intentions des militants de base. Le soupçon de mercenariat est-il confirmé ?

LES DÉTERMINANTS INDIVIDUELS DE L'ENGAGEMENT À IBADAN ET LAGOS : CONSIDÉRATIONS LOCALES ET HÉTÉROGÉNÉITÉ DES PROFILS

Les observations qui suivent résultent d'enquêtes par questionnaire conduites auprès de 168 militants « de base », à Ibadan et Lagos. Elles contribuent à peindre le portrait des adhérents actifs de l'OPC et éclairent la nature de l'organisation nationaliste yoruba.

Vérifions dans un premier temps que les activités qui ont été évoquées plus haut se reflètent bien dans les pratiques. La réponse est positive puisque la quasi totalité des répondants qui, en moyenne, consacrent 7 heures par semaine de son temps à l'OPC⁴¹, participe à des activités politiques et culturelles tout autant qu'à des activités de sécurité et de lutte contre le crime. Le dispositif d'enquête ayant consisté à interroger les militants sur leur lieu de réunion hebdomadaire, il est probable que les sympathisants qui sont dilettantes dans leur engagement aient échappé à notre attention.

Neuf répondants sur dix sont des hommes, âgés en moyenne de 31 ans, musulmans la plupart du temps⁴². Leur niveau d'éducation se concentre

autour du cycle secondaire, souvent inachevé, ce qui correspond grossièrement aux niveaux relevés pour l'ensemble de la population masculine du sud-ouest nigérian tels que mesurés par la Commission nationale pour la population⁴³. Cette relative « normalité » des profils scolaires se double d'un statut économique plutôt convenable : une très faible proportion des répondants est privée d'emploi. Ceux-ci travaillent généralement dans le secteur non enregistré et gagnent, en moyenne, 27 dollars par semaine, ce qui, à défaut de les situer dans les franges favorisées de la population nigériane, les éloigne du seuil de pauvreté de 1 dollar par jour en dessous duquel vit 70 % de la population nigériane⁴⁴. Socialement enfin, les membres de l'OPC sont tout sauf des individus sans feu ni lieu. À près de 70 %, ils sont mariés, ont des enfants et habitent un logement indépendant qu'ils louent. Ils ne gardent pas secrète leur affiliation

39. Kate Meagher décrit le cas des Bakassi Boys en pays igbo, initialement créés pour protéger les fabricants de chaussures d'Aba et finalement détournés de leur mandat premier par des politiciens véreux. Ou comment, selon l'auteure, une authentique initiative de la société civile est pervertie par l'intervention politique. Voir K. Meagher, « Hijacking civil society: the inside story of the Bakassi Boys vigilante group of South-Eastern Nigeria », *Journal of Modern African Studies*, vol. 45, n° 1, 2007, p. 89-115.

40. Lors des élections largement frauduleuses d'avril 2007, l'OPC fut loin d'être l'organisation la plus citée dans le sud-ouest parmi les instruments de la fraude. La police ou des « gangs » à vocation plus immédiatement criminelle ont vraisemblablement été des acteurs plus actifs à ce titre que l'OPC. Voir W. Oludayisi, « Major parties vie to win control of election police, says monitoring chief », *Nigeria Election Online*, 16 avril 2007 (<<http://allafrica.com/stories/200704160081.html>>) ou S. Michel, « À la cour du roi Lamidi Adedibu, "parrain" politique d'Ibadan, au nord de Lagos », *Le Monde*, 20 avril 2007.

41. Nous n'avons pas rencontré de militants OPC à plein temps, ce qui n'est pas incompatible avec le *vigilantism*, peut-être sous d'autres noms que celui de l'OPC. Tous les activistes rencontrés exercent leur militantisme à titre secondaire. Il n'est guère que les *esos* (« soldats »), garde rapprochée et quantitativement peu importante des leaders, qui semblent être membres à plein temps du mouvement. Néanmoins, une large fraction (plus de six répondants sur dix) des militants interrogés entretient des relations d'affaires avec d'autres membres. L'OPC constitue ainsi une sphère d'échanges économiques privilégiée sans que l'on puisse dire néanmoins ce qui du militantisme ou de l'affinité interpersonnelle est premier. Ainsi notre principal contact au sein de la milice à Ibadan, responsable d'une société de gardiennage, affirmait son souci de différencier son activisme politique du « business », mais n'avait parmi ses employés que des membres de l'OPC.

42. Cette dernière caractéristique soulève une vraie question puisque la population yoruba est supposée se répartir à égalité entre chrétiens et musulmans. Ici, les musulmans sont clairement surreprésentés. Deux hypothèses peuvent être avancées : les mouvements chrétiens condamnent peut-être plus fermement les pratiques traditionnelles (magiques) que ne le fait l'islam – libéral – pratiqué au Sud ; d'autre part, cette surreprésentation traduit peut-être l'enracinement populaire de l'OPC. Les musulmans occuperaient en effet relativement plus les segments informels de l'économie que ne le font les chrétiens.

43. National Population Commission, *Nigeria Demographic and Health Survey 2003*, Calverton, ORC Macro/Federal Republic of Nigeria, National Population Commission, 2004.

44. X. Sala-i-Martin et A. Subramanian, « Addressing the natural resource curse : an illustration from Nigeria », *Working Papers*, National Bureau of Economic Research, 2003.

à l'OPC. Les militants de l'OPC sont correctement éduqués, non pauvres et bien insérés socialement. Ils sont loin de l'image d'opportunistes égoïstes véhiculée par les analyses économiques de l'engagement politique violent.

Les raisons subjectives qu'ils offrent de leur engagement ne se réfèrent pour autant pas exclusivement à l'engagement politique. Si les militants n'ignorent pas les objectifs de l'OPC, ils n'attendent pas moins de leur encartement des bénéfices privés. Le premier d'entre eux, mentionné neuf fois sur dix, est l'accès aux protections – principalement d'ordre magique – que s'échangent les adhérents⁴⁵. Le second, évoqué un peu moins d'une fois sur deux, est l'amélioration de la manière dont ils sont considérés dans le quartier. Les bénéfices immédiatement économiques tels qu'« accéder à un emploi » ou à des liquidités sont cités moins d'une fois sur cinq. Il semblerait donc qu'un souci de protection et une recherche d'assurance soient, en premier lieu, ce qui pousse les militants à rejoindre la milice. « L'unité » (*togetherness*), la « solidarité » sont sans cesse célébrées comme des attributs essentiels du groupe. En pratique, la délivrance de protection est effective. Les *jujus* (fétiches) circulent intensivement et les membres s'entraident bien systématiquement en cas de coup dur pour l'un d'entre eux (maladie, accident). Spectaculairement, les autres militants sont ceux qui sont le plus souvent mentionnés parmi les premiers fournisseurs d'assistance en cas de problème personnel, avant même la famille, ainsi que l'indique le tableau 1. Cette assistance ponctuelle se double d'échanges marchands réguliers privilégiés : plus de six répondants sur dix confient avoir des pratiques commerciales régulières les uns avec les autres.

Tableau 1. Adhésion à l'OPC et assistance

<i>Première source d'aide en cas de problème (%)</i>	
Personne	3
Époux (se) – Compagne (on)	10
Parents	23
Frères/sœurs	4
Autres parents	2
Leaders locaux de l'OPC	8
Autres militants de l'OPC	31
Amis non membres de l'OPC	11

Ce qui précède tend à indiquer qu'adhérer à l'OPC est accompagné d'un assortiment d'avantages locaux prisés des adhérents. Le premier d'entre eux est un mécanisme d'assistance mutuelle, visiblement très sécurisant pour ses bénéficiaires. Ainsi, nombreux sont les répondants à qui, disent-ils, l'OPC a

apporté, au-delà de l'assistance matérielle, la « paix de l'esprit », un sentiment de confort psychologique et de confiance en eux.

La série d'observations qui vient d'être présentée s'appuie sur des moyennes calculées sur l'ensemble de l'échantillon et masque une possible distribution non homogène des caractéristiques et des réponses fournies par les personnes interrogées. Il est un moyen de vérifier la possibilité d'une hétérogénéité au sein du groupe qui peut éclairer la question posée plus haut, relative à l'oscillation de l'OPC entre la lutte politique et les activités à vocation plus spécifiquement économique, éventuellement prédatrices. Ce moyen consiste à scinder en deux notre échantillon selon un critère qui fait sens puis à comparer les moyennes calculées dans chaque sous-échantillon. Notre critère de séparation de l'échantillon est l'année d'engagement dans l'OPC. On peut supposer en effet qu'à mesure que l'organisation s'est transformée, son recrutement a évolué. L'année qui nous sert de repère est 1999 : il s'agit de l'année de la scission entre Adams et Fasehun, de l'instauration de la démocratie et de l'arrivée au pouvoir d'Obasanjo, d'une perception accrue de l'insécurité, c'est-à-dire d'un moment susceptible d'avoir radicalement affecté la nature et les stratégies de l'OPC. Nous appliquons un test standard de comparaison de moyennes (test de Student) pour vérifier la significativité des différences mesurées⁴⁶. Nos résultats sont présentés dans le tableau 2. Les valeurs relatives bien plus qu'absolues occupent ici notre attention.

De manière frappante, les événements politiques sont dits avoir joué un rôle dans l'engagement plus fréquemment – et de manière significative – chez les adhérents précoces que chez les adhérents tardifs. Un événement en particulier est cité, celui de l'annulation des élections de 1993, vécue par certains comme un véritable traumatisme. Les adhérents tardifs sont non seulement moins sensibles que leurs homologues précoces à la conjoncture politique mais ils s'attendent plus explicitement – toujours significativement – à ce que leur adhésion leur procure des gains à titre privé (liquidités et emploi notamment). On leur a en outre promis plus souvent la fourniture de protection en échange de leur adhésion. En cohérence avec ces constats, les adhérents tardifs sont plus nombreux à attribuer à leur activisme une amélioration de leur situation

45. La question à laquelle est associée cette réponse était libellée comme suit : « en rejoignant l'OPC, vous attendiez-vous à ce que votre adhésion... » Suivaient divers choix non exclusifs, le plus fréquemment mentionné étant donc : « vous procure de nouveaux pouvoirs pour vous défendre, vous et vos proches ».

46. Nous évitons de comparer des caractéristiques qui varient avec l'âge des répondants pour ne pas introduire de biais dans la comparaison : les adhérents précoces ont de fortes chances d'être plus vieux que les adhérents tardifs. Par ailleurs, il est un phénomène non mesurable, celui des défections possibles des membres au fil du temps, qui tend probablement à homogénéiser le profil des adhérents. Cependant, si des différences entre adhérents précoces et tardifs perdurent malgré ce phénomène, alors l'argument du changement interne de l'organisation n'en est que plus pertinent.

Tableau 2. Le profil des recrues a-t-il varié au cours du temps ?

	Adhérents précoces (moyenne, n = 42)	Adhérents tardifs (moyenne, n = 125)	différence des moyennes
Éducation – au-delà du primaire	0.64	0.64	0.00
Adhésion du fait des événements politiques	0.31	0.01	0.30 ***
Candidature spontanée	0.24	0.15	0.09
Attentes lors de l'adhésion			
<i>Accès aux liquidités</i>	0.05	0.14	-0.09**
<i>Accès à un emploi</i>	0.05	0.21	-0.16***
<i>Respect du voisinage</i>	0.45	0.46	-0.01
<i>Pouvoirs magiques</i>	0.83	0.92	-0.09
<i>Conscience politique accrue</i>	0.33	0.30	0.03
Promesses faites lors de l'adhésion			
<i>Promesses politiques</i>	0.22	0.20	0.02
<i>Protection</i>	0.14	0.40	-0.26***
<i>Promesses matérielles</i>	0.02	0.07	-0.05
Activités en tant que membre			
<i>Culturelles</i>	0.90	0.87	0.03
<i>Débats politiques</i>	0.76	0.74	0.02
<i>Spirituelles</i>	0.62	0.58	0.04
<i>Manifestations</i>	0.29	0.17	0.08
<i>Lutte contre le crime</i>	0.90	0.77	0.13 **
<i>Sécurité</i>	0.71	0.69	0.02
<i>Actions violentes contre d'autres groupes</i>	0.59	0.46	0.13
Qu'a apporté l'OPC à votre existence ?			
<i>Des bienfaits psychologiques</i>	0.43	0.41	0.02
<i>Je n'ai plus de problème</i>	0.10	0.10	0.00
<i>Une plus grande protection</i>	0.52	0.36	0.16 *
<i>Une meilleure situation économique</i>	0.05	0.20	-0.15***

*** : différence significative à 99 %.

** : différence significative à 95 %.

* : différence significative à 90 %.

économique, constat que presque aucun membre de longue date ne fait. Une dernière différence significative va dans un sens opposé à ce que nous pourrions attendre : les adhérents précoces se livrent plus souvent que leurs camarades « tardifs » à des activités de lutte contre le crime, un rôle plutôt orthogonal à l'engagement strictement politique. Mais cela est peut-être seulement lié au principe de séniorité qui prévaut dans le groupe et qui expose les plus anciens membres – également les mieux dotés en « pouvoirs » supposés – à ce genre de spécialisation. Bien que ce dernier fait ne puisse être interprété sans équivoque, il semble bien au final que les profils des militants aient changé au cours du temps, la sensibilité politique des premiers adhérents s'effritant progressivement au profit d'un engagement plus instrumental et intéressé.

Tant au niveau du leadership qu'à celui des militants du mouvement, nous avons cherché à montrer les transformations d'une organisation nationaliste et violente. Née sous une dictature féroce, elle a perduré et a même prospéré sous un régime civil du fait notamment de sa capacité à se transformer en un acteur central de la régulation informelle de la société yoruba. Dans la pratique, en effet, sous le régime civil, l'OPC a diversifié ses activités, notamment dans la lutte contre le crime et le gardiennage. Dans ce domaine, l'OPC est plus crédible et plus fiable que la police. Le régime civil et les échéances électorales qui le ponctuent ont par ailleurs offert à l'OPC de nouvelles sources de revenu : son enracinement populaire et local constitue un formidable outil de persuasion électorale, utile aux aspirants aux mandats politiques. La fourniture de sécurité et l'instrumentalisation du mouvement à des fins électorales ont créé deux sources importantes de revenus qui ont probablement provoqué l'éviction partielle de la lutte strictement politique au profit d'activités lucratives. Ces changements ont eu des répercussions sur le recrutement de l'organisation nationaliste qui semble faire appel à des militants plus opportunistes que par le passé. Cette évolution dénature-t-elle pour autant l'objet initial de l'organisation et signe-t-elle sa « criminalisation » ? Il semble que non : s'il multiplie les possibilités de dérive délinquante, le glissement progressif des fonctions de l'OPC reste néanmoins balisé par un encadrement idéologique interne fort et l'expression soutenue d'une demande authentique de ses services de la part des populations. De plus, pour ses membres, ainsi que l'a identifié l'enquête, l'organisation ethnique est essentiellement vue comme un espace de protection mutuelle ou une voie d'ascension statutaire plutôt que comme un outil de prédation dirigé vers l'extérieur ■